

Le monde associatif face au défi de la transition écologique



LORAINE DERVILLE
déléguée générale
du Mouvement Tilt

Bien que le sujet de la transition écologique occupe une place croissante dans les débats publics et les stratégies des acteurs économiques, très peu d'études se sont penchées sur cet enjeu dans le contexte spécifique du monde associatif. L'enquête menée par Recherches & Solidarités, au printemps 2024[1], constitue une première étape essentielle pour mesurer à quel point les associations – actrices majeures de l'intérêt général – se mobilisent pour répondre aux défis environnementaux.

À l'instar du secteur privé, les associations souhaitent pleinement contribuer à l'effort collectif visant à répondre aux enjeux de la transition écologique. Leur engagement s'inscrit dans la volonté de répondre aux grands objectifs internationaux, comme les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations unies, qui appellent à éradiquer la pauvreté, réduire les inégalités, protéger la planète et garantir la paix et la prospérité pour tous d'ici 2030. Cet engagement s'articule également avec des cadres plus ciblés, tels que les Accords de Paris, visant à limiter le réchauffement climatique, le plan européen Fit for 55 pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030, et la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC) en France.

Les associations, en tant qu'actrices de l'intérêt général, ont une responsabilité d'agir sur des enjeux interdépendants : réduire leur empreinte écologique tout en renforçant leur impact social et leur capacité à sensibiliser le public. Elles contribuent ainsi à des avancées concrètes non seulement en matière de climat, mais aussi en lien avec l'éducation, la santé, l'égalité, ou encore la préservation de la biodiversité, offrant une approche intégrée et solidaire de la transition écologique et sociétale.

[1] Enquête en ligne du 25 avril au 8 juillet 2024 auprès de 2 716 dirigeants d'associations de toutes tailles, tous secteurs d'activités et toutes régions. Résultats analysés en distinguant les réponses des seules associations employeurs, et selon les secteurs d'activités ou encore le territoire d'intervention des associations. L'enquête a été réalisée avec le soutien du ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative, de la Fondation Terre Solidaire et du Mouvement Tilt.

Ce positionnement reflète une volonté forte : ancrer leurs missions dans une transition globale pour bâtir un avenir durable, où les associations réaffirment leurs valeurs fondatrices en réponse aux défis majeurs de notre époque, alliant justice sociale et urgence environnementale.

Qu’entendons-nous par “transition écologique” ?

La transition écologique est un processus global visant à modifier nos modes de vie, notre économie et notre interaction avec l’environnement pour répondre aux défis du changement climatique et de la dégradation environnementale.

Cette transformation profonde concerne tous les secteurs d’activité et elle implique, entre autres, une réduction significative des émissions de gaz à effet de serre, une gestion durable des ressources naturelles et la préservation de la biodiversité.

L’objectif de la transition écologique est de parvenir à construire une société plus résiliente, capable de fonctionner dans les limites de la planète tout en assurant le bien-être du vivant sous toutes ses formes.

En intégrant les principes de justice et de solidarité, la transition écologique s’oriente vers un modèle de développement qui respecte non seulement l’environnement, mais aussi les droits et les besoins de chaque individu, assurant ainsi une répartition équitable des avantages et des charges de cette transformation essentielle pour notre futur commun.

La réussite de cette transition nécessite l’engagement de tous : gouvernements, entreprises, société civile et individus. Elle exige également une coopération internationale, car les défis environnementaux ne connaissent pas de frontières.

CONFRONTER PERCEPTIONS ET RÉALITÉS

L'angle adopté dans cet article pour interpréter les résultats de l'enquête de Recherches & Solidarités est celui d'un rapport d'étonnement, une méthode qui consiste à analyser les écarts entre les « attentes » ou perceptions initiales de ce que nous imaginions et les réalités concrètes révélées par l'enquête.

03

Cette démarche invite à un double exercice : poser un constat clair des dynamiques actuelles du secteur associatif face à la transition écologique, et offrir un éclairage prospectif pour mieux comprendre les défis systémiques à surmonter.

À partir de cette analyse, nous pouvons esquisser des préconisations concrètes pour favoriser des évolutions dans l'écosystème associatif, en alignant ses pratiques avec les enjeux cruciaux de durabilité et de solidarité.

Cette perspective prospective sera abordée avec un regard orienté vers des futurs souhaitables, mêlant réalisme et « utopie », en rendant hommage à Rob Hopkins et à son approche inspirante des « What if ? », qui nous invite à imaginer ce que pourrait être demain. Nos « Et si ? » ne doivent bien sûr pas occulter l'existence de nombreuses initiatives déjà en place. Des structures comme Solidatech, Green IT, la coalition Tech for Good, des dispositifs comme les DLA (Dispositifs Locaux d'Accompagnement), Guid'Asso, ou encore ce que fait le Mouvement Tilt, apportent déjà des solutions concrètes pour aider les associations à s'outiller et à se transformer.

RECHERCHES & SOLIDARITES - MARS 2025

1. Un engagement déclaratif fort, une action encore timide

D'APRÈS L'ÉTUDE

74% des associations déclarent prendre en compte les enjeux de transition écologique, mais seules 15% d'entre elles traduisent cet engagement en actions structurées (plans d'action, refonte des missions).

Parmi les « sensibilisées », une majorité n'a pas encore revu ses pratiques ou ses projets associatifs de manière formelle.

NOTRE ANALYSE

Ce décalage peut s'expliquer par un manque de ressources, qu'il s'agisse de temps, de moyens financiers ou de compétences spécifiques, mais également par l'absence d'incitations claires et structurantes pour intégrer les enjeux de la transition écologique dans leur fonctionnement quotidien.

L'écho que nous recevons dans l'écosystème nous invite à penser que plusieurs freins s'entremêlent :

D'une part, les associations, souvent concentrées sur des problématiques urgentes liées à leurs missions principales (insertion sociale, accès à la culture, santé, sport, etc.), peinent à mobiliser des ressources supplémentaires pour aborder la transition écologique.

D'autre part, la complexité perçue des démarches environnementales, combinée à une méconnaissance des actions concrètes et réalisables, limite leur capacité à passer à l'action.

Par ailleurs, les dispositifs d'accompagnement existants, bien que prometteurs, restent peu visibles ou trop généralistes pour répondre aux spécificités des associations.

Enfin, le manque de cadre institutionnel ou de critères d'éco-conditionnalité dans l'attribution des subventions n'incite pas à l'implication structurelle des associations.



ET SI...

1.1 Et si nous facilitons l'accès à des ressources dédiées ?

Des financements spécifiques pourraient être alloués pour aider les associations à intégrer progressivement les enjeux environnementaux dans leurs activités, en ciblant des actions concrètes comme l'isolation des locaux, la mise en place de mobilités douces ou encore des projets éducatifs sur la transition écologique.

1.2. Et si nous renforçons la formation et la sensibilisation ?

En développant des outils pédagogiques adaptés aux besoins spécifiques des associations, comme des guides pratiques ou des ateliers thématiques, nous pourrions leur donner les clés pour mieux comprendre les enjeux écologiques et les intégrer efficacement dans leurs pratiques quotidiennes.

1.3. Et si nous mettions en place des incitations ciblées ?

Des subventions conditionnées à des engagements progressifs en matière de transition écologique pourraient encourager les associations à entreprendre des démarches durables, tout en valorisant leurs initiatives dans ce domaine.

1.4. Et si nous créons des espaces de mutualisation et d'échanges ?

En développant des plateformes collaboratives et des réseaux locaux ou sectoriels, nous pourrions permettre aux associations de partager leurs expériences, leurs bonnes pratiques et leurs ressources, tout en renforçant leurs capacités d'action collective.

1.5. Et si nous accompagnons les associations dans un processus progressif ?

Proposer un accompagnement personnalisé, avec un suivi adapté à chaque étape de leur transition écologique, aiderait les associations à conjuguer leurs missions sociales avec une démarche environnementale ambitieuse et structurée.

2. Les associations employeuses : un puissant levier d'action encore inexploité

05

D'APRÈS L'ÉTUDE

Les associations employeuses qui représentent 10% des structures et emploient près de 1,9 million de salariés, ne traduisent pas leur potentiel en actions significativement plus avancées. Leur sensibilisation est légèrement supérieure (78% contre 74%), mais leurs pratiques ne sont pas plus développées que celles des petites associations.

NOTRE ANALYSE

Ces structures, bien que généralement mieux organisées et dotées de ressources humaines plus conséquentes, semblent freinées par des priorités internes majeures. La gestion de l'emploi, qui inclut le recrutement, la formation et la fidélisation des salariés, mobilise une part importante de leur énergie et de leurs moyens.

À cela s'ajoute une pression financière significative, ces associations devant souvent jongler avec des budgets contraints, des subventions fluctuantes et des mécènes de plus en plus exigeants sur l'efficacité et l'impact des actions menées.

De plus, ces associations sont souvent confrontées à des obligations administratives et réglementaires plus lourdes que celles des associations non employeuses, ce qui peut limiter leur capacité à se concentrer sur des projets à long terme, comme la transition écologique.

Par ailleurs, bien qu'elles bénéficient de la présence de salariés, elles peuvent manquer de compétences spécifiques dans les domaines de l'environnement ou du développement durable, limitant ainsi leur capacité à initier des changements structurants.

Enfin, ces associations doivent également répondre aux attentes multiples et parfois divergentes de leurs parties prenantes – membres, partenaires financiers, bénéficiaires – ce qui les pousse à privilégier des actions directement en lien avec leur mission principale, au détriment d'initiatives transversales comme la transition écologique. Ces priorités concurrentes constituent autant de défis qui ralentissent leur capacité à intégrer pleinement les enjeux environnementaux dans leur fonctionnement et leurs activités.

ET SI...

2.1. Et si nous créons un label « Employeurs éco-responsables » ?

Un programme dédié pourrait inciter les associations employeuses à adopter des pratiques écologiques dans leur fonctionnement interne, tout en valorisant ces efforts auprès de leurs partenaires et financeurs. Ce label pourrait intégrer des critères tels que la réduction des émissions carbone des activités, la mise en place de mobilités douces pour les salariés, ou encore la gestion durable des ressources.

06

RECHERCHES & SOLIDARITES – MARS 2025

2.2. Et si nous valorisons les salariés comme des acteurs clés de la transition ?

En développant des formations spécifiques pour sensibiliser et outiller les salariés, les associations pourraient faire émerger des « référents transition écologique » en interne. Comme le montre Gaëtan Brisepierre dans ses travaux sur l'entreprise[1], ces « salariés – ambassadeurs » joueraient un rôle central dans l'accompagnement au changement, en proposant des solutions adaptées aux particularités de chaque structure et en mobilisant les équipes autour d'un projet commun.

2.3. Et si nous renforçons les coopérations entre associations employeuses ?

En favorisant les partenariats inter-associatifs, ces structures pourraient mutualiser leurs efforts et leurs ressources pour atteindre des objectifs environnementaux ambitieux. Cela pourrait inclure des achats responsables en commun (fournitures écologiques, énergie renouvelable), des projets collectifs de gestion des déchets ou encore des initiatives partagées pour réduire l'empreinte carbone des activités.

2.4. Et si nous simplifions l'accès à des ressources et outils spécifiques ?

En proposant des solutions clé en main – comme des diagnostics environnementaux simplifiés, des guides pratiques ou des financements ciblés – les associations employeuses pourraient dépasser les contraintes administratives et financières qui freinent leur engagement écologique.

2.5. Et si nous faisons de la transition écologique une opportunité stratégique ?

Intégrer les enjeux environnementaux dans leur gouvernance et leurs priorités internes pourrait permettre aux associations employeuses de gagner en attractivité auprès des financeurs, des salariés et des bénévoles, tout en renforçant leur impact social et environnemental.

[1] Les « écotafeurs », ces salariés qui contribuent de l'intérieur à la transition écologique de leur entreprise.

3. Des secteurs inégalement mobilisés

D'APRÈS L'ÉTUDE

Les associations environnementales affichent des taux d'engagement record (79%), tandis que des secteurs comme le sport ou la santé restent en retrait (respectivement 25% et 21%).

NOTRE ANALYSE

Les différences sectorielles révèlent des priorités propres à chaque domaine d'activité, mais elles mettent également en évidence des écarts de sensibilisation aux enjeux de la transition écologique. Certains secteurs, comme l'environnement, intègrent naturellement ces questions dans leurs missions principales, tandis que d'autres, tels que le sport ou la santé, les perçoivent comme secondaires par rapport à leurs objectifs initiaux.

Cela s'explique en partie par des cadres d'action et des priorités qui privilégient l'urgence des besoins sociaux ou opérationnels au détriment des considérations environnementales.

Ces contextes spécifiques appellent à des approches adaptées. Pour les secteurs moins sensibilisés, des initiatives ciblées pourraient renforcer leur engagement en montrant comment les actions écologiques peuvent s'intégrer de manière cohérente à leurs missions.

ET SI...

3.1. Et si nous développions des programmes sectoriels ciblés ?

Chaque secteur d'activité pourrait bénéficier de dispositifs spécifiques répondant à ses besoins particuliers. Par exemple, le sport pourrait intégrer des initiatives comme la promotion d'équipements éco-conçus ou seconde main, des événements sportifs bas-carbone ou des incitations au covoiturage pour les déplacements des équipes. Dans le domaine de la santé, des formations aux enjeux écologiques, centrées sur la gestion durable des ressources et des déchets médicaux, pourraient renforcer la sensibilisation et l'impact positif des associations.

3.2. Et si nous mettions en lumière des initiatives exemplaires par secteur ?

En valorisant des exemples inspirants d'actions écologiques réussies dans des domaines spécifiques, il serait possible de démontrer que chaque secteur peut contribuer à la transition écologique. Ces *success stories*, relayées via des campagnes de sensibilisation, des plateformes ou encore via les têtes de réseau, montreraient comment des actions concrètes peuvent être mises en œuvre tout en restant cohérentes avec leurs missions principales.

3.3 Et si la transition écologique devenait une mission transversale ?

Chaque secteur pourrait intégrer la transition écologique comme une composante systémique de ses actions, en la liant à ses objectifs premiers. Ainsi, le sport durable pourrait s'orienter vers des pratiques promouvant la santé collective tout en réduisant l'empreinte environnementale, et la santé durable pourrait intégrer des pratiques écologiques pour préserver non seulement les individus, mais aussi les écosystèmes qui les entourent.

4. Des freins structurels et des besoins d'accompagnement

D'APRÈS L'ÉTUDE

On peut estimer à 15% la proportion d'associations « non mobilisées » sur les enjeux de transition écologique. Parmi les raisons invoquées, 68% estiment que leur association n'est pas concernée, 34% ne savent pas quoi faire et/ou 24% ont des priorités plus urgentes.

NOTRE ANALYSE

Les raisons invoquées reflètent plusieurs enjeux structurels et culturels. D'une part, et comme mentionné à plusieurs reprises ci avant, il témoigne d'une faible sensibilisation des associations aux enjeux écologiques, souvent perçus comme éloignés de leur mission principale. Beaucoup de dirigeants considèrent encore que ces problématiques relèvent de secteurs spécialisés, comme « l'environnement », et ne voient pas toujours le lien direct entre la transition écologique et leurs propres actions, qu'elles soient sociales, culturelles ou éducatives.

D'autre part, des freins importants sont liés à l'accès aux ressources nécessaires pour initier une transition écologique. Les associations font face à des budgets souvent contraints et à des priorités urgentes, ce qui les empêche d'allouer des moyens à des démarches perçues comme secondaires. Par exemple, la mise en place d'initiatives écologiques, telles que l'isolation des locaux, la réduction des déchets ou la promotion des mobilités douces, peut paraître hors de portée sans financements spécifiques ou accompagnement technique.

Enfin, la transition écologique est parfois perçue comme complexe et exigeante, ce qui peut décourager les associations. La multiplicité des concepts – neutralité carbone, économie circulaire, sobriété numérique – et le manque de solutions concrètes et adaptées à leurs contextes augmentent ce sentiment de complexité. Cela conduit certaines structures à privilégier des actions plus immédiates, correspondant à leur cœur de métier, au détriment de démarches écologiques perçues comme chronophages ou coûteuses.

Ces défis révèlent un besoin urgent de sensibilisation et d'accompagnement adapté, afin de rendre la transition écologique plus accessible. Cela passe par la création de ressources simples et pratiques, des financements ciblés, et une communication pédagogique pour montrer que chaque association, quelle que soit sa taille ou son domaine, peut contribuer à la construction d'un avenir durable.

ET SI...

4.1. Et si nous lançons des campagnes de sensibilisation ciblées ?

Des actions de communication spécifiques pourraient être conçues pour atteindre les associations non-mobilisées, en s'appuyant sur des récits inspirants et des success stories. Ces campagnes montreraient, par des exemples concrets, comment des structures similaires ont réussi à intégrer la transition écologique dans leurs pratiques tout en renforçant leur impact social ou culturel. Vidéos, témoignages, infographies simples et accessibles pourraient démontrer que la démarche de durabilité n'est pas un luxe, une contrainte, mais un levier pour améliorer leurs activités, leur attractivité et leur résilience future.

4.2. Et si nous mettons en place un programme d'accompagnement global ?

Un programme dédié pourrait être développé pour accompagner les associations débutantes dans leur démarche écologique. Celui-ci inclurait des formations en ligne sur les bases de la transition écologique, des ateliers pratiques sur des actions simples et impactantes (tri des déchets, économies d'énergie, choix responsables), et un suivi personnalisé pour adapter les recommandations au contexte spécifique de chaque association. Ce programme pourrait également fournir des outils comme des diagnostics d'impact simplifiés ou des guides pratiques adaptés aux petites structures.

4.3. Et si nous renforçons la mise en réseau des associations ?

L'intégration des associations non-mobilisées dans des réseaux ou des fédérations déjà engagées dans la transition écologique permettrait de créer des dynamiques collectives favorables au changement. Ces réseaux pourraient offrir des espaces de partage d'expériences, des conseils pratiques, et des opportunités de collaboration sur des projets communs, comme la mutualisation de ressources ou le co-développement de solutions écologiques. En créant des liens entre associations plus ou moins avancées, cette approche encouragerait un apprentissage mutuel et accélérerait la diffusion des bonnes pratiques.

UNE TRANSFORMATION À INVENTER, ENTRE PRAGMATISME ET AMBITION

L'analyse des points d'étonnement révèle des écarts significatifs entre les perceptions des associations et leurs actions concrètes face à la transition écologique. Toutefois, ces constats mettent également en lumière un potentiel considérable pour mobiliser et accélérer cette transformation. Les pistes évoquées – mutualisation des ressources, incitations financières, accompagnement stratégique ou encore campagnes de sensibilisation – représentent des leviers essentiels pour accompagner les associations dans ce changement. Les ressources proposées par des acteurs de plus en plus nombreux (cf. les structures citées plus haut) méritent d'être valorisées et renforcées. Déployés de manière adaptée aux besoins des associations, elles leur permettront de jouer pleinement leur rôle en faveur d'un avenir durable et solidaire.

Nuancer pour agir efficacement

Cependant, il est impératif d'aborder certaines propositions avec discernement. Par exemple, l'éco-conditionnalité des financements, bien qu'elle puisse être un levier incitatif puissant, doit être utilisée avec prudence. Complexifier l'accès aux subventions pour des associations déjà en difficulté financière ou administrative risquerait de détourner des structures essentielles à notre société de leur mission première. Ce paradoxe appelle à une application mesurée et proportionnée des critères écologiques, en tenant compte des capacités et des contraintes des associations.

Au-delà des éco-gestes, changer notre modèle de faire

Pour que cette transition ne soit pas qu'une série de petits pas, mais une réelle transformation, il est essentiel de dépasser la seule logique des éco-gestes. Si ces actions sont importantes, elles ne suffisent pas à répondre aux enjeux systémiques de la transition écologique. Le monde associatif, ancré dans l'intérêt général, doit s'engager dans une réinvention profonde. Il ne s'agit pas de modifier un modèle économique – souvent inexistant pour ces structures – mais de repenser un modèle de faire (en miroir au modèle d'affaire du monde privé), où chaque activité, chaque projet et chaque mission intègre une dimension durable et solidaire.

Cette transformation, bien que complexe, est une opportunité unique pour les associations de renforcer leur pertinence dans une société en quête de sens et d'équilibre. En s'emparant pleinement de ces enjeux, elles deviendront des actrices incontournables du changement, capables d'inspirer et de mobiliser bien au-delà de leur périmètre habituel.



Dynamique de mécénat collectif, le Mouvement Tilt réunit à ce jour les fondations RTE, SNCF, Ceetrus, Domorrow, EDF, Mobivia, Caritas, GRDF, Crédit Mutuel Alliance Fédérale, la Fondation de France, la Fondation Francis Lefebvre et la Fondation Decathlon.

Grâce au soutien de la communauté philanthrope, le Mouvement Tilt, élabore et déploie des parcours d'accompagnement à la transition écologique, accessible gratuitement à tous les acteurs de l'intérêt général.
www.mouvement-tilt.com



Association sans but lucratif, R&S a pour ambition d'apporter aux acteurs et aux décideurs les informations les plus récentes sur la vie associative et ses évolutions, en tenant compte des défis auxquels elle doit faire face.

Elle s'appuie sur des données officielles et sur ses enquêtes annuelles pour produire des publications à l'échelle nationale, régionale et départementale, en libre accès sur www.recherches-solidarites.org.